

31 juillet 2020

Pourquoi le traité entre Iran et Chine ne changera pas la donne géopolitique

L'Iran a annoncé qu'il signera une coopération stratégique avec la Chine pour une durée de 25 ans. Si certains observateurs nous prédisent dès lors un tournant majeur dans la géopolitique de la région, Roland Lombardi nous explique pourquoi, au contraire, ce traité ne changera rien quant aux pressions américaines et israéliennes et surtout, à la situation interne, catastrophique, de l'Iran.

Par Roland Lombardi

Le 16 juillet dernier, on apprenait que Téhéran et Pékin étaient sur le point de finaliser et signer un accord pour une période de 25 ans. Nous ne connaissons pas pour l'instant sa teneur exacte mais le texte, daté de juin 2020 et composé de neuf paragraphes et d'annexes, serait un projet de coopération stratégique portant sur 400 milliards de dollars d'investissements chinois en Iran dans les prochaines décennies : 280 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière et gazière et 120 milliards de dollars dans les infrastructures du pays. Il serait également question de la création de zones de libre-échange dans le nord-ouest et le sud du pays, du développement de la 5G à travers l'Iran ou encore du développement de la collaboration dans le domaine militaire.

En échange, l'approvisionnement en gaz et en pétrole iraniens de la Chine serait assuré au cours des 25 prochaines années et ce, à des tarifs très avantageux (-30 %).

Si certains observateurs se sont enthousiasmés à l'annonce de cet accord, arguant que celui-ci représentait un tournant majeur qui allait changer la donne régionale, notamment sur la situation économique de l'Iran et sur ses tensions face à Israël et surtout aux Etats-Unis, il faut néanmoins relativiser ces propos. Cela ne va pas être aussi simple que cela.

D'abord, ce traité a été accueilli avec réserve et prudence par les Iraniens. Certains nationalistes de l'opposition exilée à l'étranger mais également plusieurs conservateurs religieux à Téhéran (c'est le ministre iranien des Affaires étrangères, le modéré Mohammad

Javad Zarif qui est au cœur des négociations), ont senti le piège et dénoncé une véritable mise sous tutelle du pays par la Chine.

De plus, la signature d'un tel accord ne pouvait se faire qu'avec la bénédiction de la Russie (le seul soutien de poids de Téhéran), qui à son tour a obtenu le renouvellement d'un autre partenariat de 20 ans, donnant au Kremlin plusieurs privilèges commerciaux et militaires, d'ailleurs en totale contradiction avec la Constitution de la République islamique qui interdit pourtant à l'État iranien d'autoriser une nation étrangère à bénéficier d'installations militaires sur son sol.

De même, la majorité de la population iranienne n'est pas du tout certaine, au vu de la traditionnelle corruption des ayatollahs, de récolter les fruits de la manne chinoise...

Actuellement, l'économie iranienne est au bord de la banqueroute du fait des lourdes sanctions américaines mais également de l'incurie de ses dirigeants. Les conséquences de la pandémie du coronavirus et la gestion de la crise sanitaire n'ont fait qu'aggraver les choses. Les contestations populaires sont loin d'être éteintes. Déjà en novembre 2019, l'augmentation de 300% du prix de l'essence avait provoqué des manifestations dans tout le pays. Elles avaient été réprimées dans le sang et avaient causé plus d'un millier de morts en quelques jours...

Quant à la politique étrangère de Téhéran, elle coûte toujours plus cher et est en train de se transformer en véritable fiasco. D'après le Trésor américain, la seule présence militaire iranienne en Syrie s'élèverait à quelques 16 milliards de dollars par an ! D'ailleurs, la République islamique aurait de plus en plus de mal à payer ses proxies et ses milices au Yémen, en Irak et en Syrie. Dans la crise que traverse le Liban aujourd'hui, le Hezbollah est fortement critiqué...

A cela, il faut ajouter la pression militaire américaine dans le Golfe et surtout les frappes israéliennes systématiques (toujours avec l'accord tacite des Russes) en Syrie, sur ses bases et ses convois d'armes, ainsi que les dernières cyber-attaques sur le site nucléaire de Natanz et le complexe militaire de Parchin au centre de l'Iran.

Sans oublier enfin, la série d'explosions, d'origines inconnues, qui traverse le pays depuis quelques semaines et qui touche des sites sensibles du territoire iranien.

La Chine, également partenaire d'Israël

L'Iran est plus que jamais en grande difficulté et très isolé sur le plan international. La présence de ses troupes, en Syrie comme en Irak, est de plus en plus mal vécue et contestée, autant par les autochtones que par les Russes. Au final, cet éventuel accord avec la Chine n'est peut-être, pour les mollahs, qu'un moyen de trouver rapidement du *cash* et surtout, mettre un nouveau petit coup de pression en direction de la Maison-Blanche en vue de nouvelles négociations sur le nucléaire.

Le président américain n'est pas dupe. Il voit que sa stratégie de pressions maximales fonctionne. À défaut d'un changement de régime, il sait que les sanctions finiront à terme par le faire au moins évoluer - pour sa propre survie - et surtout, le pousseront à revenir à des pourparlers. L'accord irano-chinois ne changera donc pas fondamentalement le cours des choses. Au contraire. Même si la Chine est le premier partenaire commercial de l'Iran, elle s'est toujours plus ou moins pliée aux sanctions américaines. Les Chinois (comme les Russes) ne veulent en aucun cas d'un conflit ouvert dans la région. Ceci pour préserver justement leurs importants approvisionnements en gaz et en pétrole et également pour la sécurité de leurs nouvelles Routes de la soie. Or, n'oublions pas aussi que comme la Russie, la Chine est un grand partenaire d'Israël en matière d'investissements. Les échanges et la coopération dans divers domaines entre les deux pays sont en pleine expansion. Pour Pékin et Moscou, l'Etat hébreu demeure le seul pivot stratégique solide, sérieux et stable (et solvable !) de la zone. De plus, c'est bien connu, les « Fous de Dieu » ne sont pas trop la tasse de thé des communistes chinois... Bref, aussi étonnant que cela puisse paraître, il serait plus probable que Xi Jinping, compte tenu de sa nouvelle position de force en Iran, fasse pression sur celui-ci afin que des concessions soient finalement faites. C'est peut-être d'ailleurs la raison principale et inavouée qui motive les modérés de la République islamique à signer ce fameux traité avec la Chine...

Roland Lombardi est historien, consultant en géopolitique et spécialiste du Moyen-Orient. Il est analyste et éditorialiste pour GlobalGeoNews. Il est l'auteur de plusieurs articles spécialisés. Ses derniers ouvrages sont *Les trente honteuses, ou la fin de l'influence française dans le monde arabe et musulman* (VA Editions, 2019) et *Poutine d'Arabie, comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient* (VA Editions, 2020).

[@rlombardi2014](#)

<https://www.facebook.com/Roland-Lombardi-148723348523778>

